



**HAL**  
open science

# Pouvoir(s), conflits et recompositions sociopolitiques. L'exemple du couloir rhodanien (1750-1820)

Nicolas Soulas

► **To cite this version:**

Nicolas Soulas. Pouvoir(s), conflits et recompositions sociopolitiques. L'exemple du couloir rhodanien (1750-1820). *Annales historiques de la Révolution française*, 2019, 4 (398), pp.173-183. hal-03948856

**HAL Id: hal-03948856**

**<https://hal.science/hal-03948856v1>**

Submitted on 17 May 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Pouvoir(s), conflits et recompositions sociopolitiques. L'exemple du couloir rhodanien (1750-1820)

Nicolas Soulas

DANS **ANNALES HISTORIQUES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE** 2019/4 (N° 398), PAGES 173 À 183  
ÉDITIONS **ARMAND COLIN**

ISSN 0003-4436

ISBN 9782200932244

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-Annales-Historiques-de-la-Revolution-Francaise-2019-4-page-173.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## POSITION DE THÈSE

# ***POUVOIR(S), CONFLITS ET RECOMPOSITIONS SOCIOPOLITIQUES. L'EXEMPLE DU COULOIR RHODANIEN (1750-1820)***

Nicolas SOULAS



Cette thèse, intitulée *Pouvoir(s), conflits et recompositions socio-politiques. L'exemple du couloir rhodanien (1750-1820)*, vise à sortir le processus révolutionnaire de la césure académique de 1789-1799 en replaçant l'objet d'étude, le couloir rhodanien, dans la longue durée, en intégrant en amont les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle d'une part et, d'autre part, en clôturant la recherche dans les années 1820<sup>1</sup>. L'objectif de notre travail est d'observer à différentes échelles géographiques les bouleversements sociopolitiques rhodaniens à l'aune de la Révolution française et leurs ramifications au cours du premier XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de comprendre comment l'élargissement de l'espace public et la nationalisation de la vie politique locale transforment en profondeur les arènes politiques en intégrant de nouveaux acteurs. Au-delà des continuités ou des ruptures politiques locales qui constituent un pan important de cette thèse, l'enquête invite à réfléchir à la question de l'adaptation des populations au nouveau contexte révolutionnaire et de leur appropriation d'une nouvelle culture politique, appréhendée à l'aune de la mutation de la conflictualité politique locale. C'est donc une histoire des processus et des rythmes de la politisation des individus que nous avons conduite.

À la veille de la Révolution française, le sillon rhodanien, entendu comme le bassin fluvial couvrant sept départements d'Arles à Givors (Bouches-du-Rhône, Gard, Vaucluse, Drôme, Ardèche, Isère, Rhône),

(1) Thèse de doctorat soutenue le 11 octobre 2017 à l'Université d'Avignon et des pays de Vaucluse, devant un jury composé de M. Michel Biard (rapporteur), M. Stéphane Durand (directeur de thèse), M. Élie Pélaquier, Mme Natalie Petiteau (présidente du jury), Mme Valérie Sottocasa (rapporteur).

constitue un espace géographique des plus inhomogènes, s'étendant sur plusieurs provinces françaises (Languedoc, Provence, Dauphiné, lyonnais) ou étrangères (Avignon et le Comtat). Pour autant, l'existence d'un corpus de sources très riche, permettant de replacer le processus révolutionnaire dans la longue durée, et surtout, le très fort dynamisme d'une vie politique locale, partagé par les communautés et les villes situées le long de cet axe fluvial, rendent cette inhomogénéité particulièrement intéressante à interroger. L'intérêt majeur du sujet réside dans la démarche adoptée, mêlant à la fois micro-analyse politique, prosopographie et jeux d'échelles.

La première partie de cette thèse compte six chapitres. Elle associe étroitement approches prosopographique et multiscalaire. En premier lieu, nous avons réalisé une base de données comptant environ 5 000 détenteurs de fonctions politiques (municipalité, comité de surveillance) et judiciaires (justice de paix) locales entre la décennie 1750, voyant le rétablissement progressif de la pratique électorale pour désigner le personnel municipal dans toute la vallée du Rhône (Lyonnais exclu), et les années 1820, offrant suffisamment de recul pour appréhender les recompositions sociopolitiques post-révolutionnaires. L'étude ne pouvant aborder avec exhaustivité toutes les communes de la vallée du Rhône, nous avons réalisé un échantillonnage rassemblant des espaces présentant à la fois des sources utilisables et des situations politiques intéressantes. Une lecture des 154 registres de délibérations des directoires et des conseils d'administration des départements et des 81 registres de délibérations des 14 districts limitrophes du fleuve a débouché sur la constitution d'un échantillon d'une trentaine de villes-tests. Cette enquête prosopographique a été complétée par une approche multiscalaire. Il s'agissait de montrer, à l'aune des élections municipales, comment la Révolution française génère, dès 1791, des comportements politiques antagonistes se traduisant par la constitution de frontières politiques, perceptibles à différentes échelles géographiques. Ce travail a été rendu possible par une minutieuse reconstitution des positionnements idéologiques des individus qui, en l'absence de partis politiques officiels, s'est avéré particulièrement complexe. Néanmoins, certains indices permettent de dégager quelques trajectoires politiques (émigration, arrestation en l'an II ou en l'an III, adhésion au « fédéralisme », appartenance ou refus d'adhérer à un club politique, etc.) et de définir quelques éléments d'interprétation par le biais de catégorisations idéologiques, prenant tout leur sens dans le cadre d'une mise en perspective multiscalaire. Le changement de focale offre ainsi une lecture différente du processus de construction des frontières

politiques en confrontant les trajectoires locales à une géographie régionale, dans un contexte national mouvant.

Cette partie s'ouvre par un zoom sur le couloir rhodanien au cœur de l'été 1793. La crise « fédéraliste » qui enflamme une grande partie de la vallée du Rhône esquisse une géographie politique très contrastée. À un sillon rhodanien septentrional, allant de Givors jusqu'aux environs de Montélimar, adhérent, de manière assez homogène au « fédéralisme », s'oppose une partie méridionale, d'Arles à Montélimar, au paysage politique très contrasté. Dans cette zone parcourue par de multiples lignes de fractures politiques, les positionnements varient d'un canton à un autre et, souvent, au sein d'un même canton. La virulence de la crise politique tranche avec la modération professée par les acteurs de la vallée du Rhône septentrionale.

Les chapitres suivants remontent aux origines de cette géographie originale. En premier lieu, le chapitre 2, consacré à la composition des municipalités rhodaniennes d'Ancien Régime atteste l'existence d'une grande variété de profils sociaux, variant d'un lieu à un autre selon des critères socio-économiques ou démographiques. En outre, quel que soit le profil administratif du lieu (consulat, échevinage), le personnel politique local ne se renouvelle guère : le stock d'individus disponibles est réduit ou les institutions municipales favorisent l'enracinement des administrateurs. Reste qu'au sein de ce circuit presque fermé, la mobilité municipale n'en demeure pas moins importante, soit parce que les chaperons alternent régulièrement entre les différents initiés (Provence, Languedoc, Comtat), soit parce que la réforme Laverdy génère des conditions permettant aux édiles de suivre un *cursus honorum* très codifié (Dauphiné). Les débats préévolutionnaires et les troubles de l'année 1789 mettent à mal cet ordre politique, comme l'attestent les vagues successives de « révolution municipale » qui ébranlent les municipalités rhodaniennes entre l'été et l'automne 1789. Ces événements donnent à voir une situation très contrastée : à côté de certaines municipalités renversées ou forcées à l'ouverture sociale, d'autres parviennent à maintenir le cap et restent imperméables aux changements. Le chapitre se termine par l'analyse de la propagation, avec un léger décalage chronologique, du processus révolutionnaire dans le Comtat.

Le chapitre 3 montre comment les scrutins des années 1790-1792 favorisent à la fois l'émergence d'une nouvelle élite politique locale et la constitution d'une géographie politique très complexe. La suppression du critère social dans le recrutement des détenteurs de fonctions locales favorise une meilleure représentativité des élus et amorce un processus de démocratisation du personnel local, dont l'intensité et la temporalité



fluctuent selon les lieux et le poste occupé. Cette démocratisation, qui n'est pas toujours linéaire, se traduit par l'entrée dans les municipalités de catégories socioprofessionnelles plus humbles, comme les artisans, parfois plus jeunes. Les postes clefs restent confiés à une élite fortunée au profil très hétéroclite. Néanmoins, l'étude des scrutins laisse entrevoir une évolution : érosion de la domination des juristes dans les villes, recomposition sociale dans les campagnes (après les juristes en 1790, les propriétaires en 1791, ce sont les marchands et négociants qui dirigent les municipalités rurales en 1792). En revanche, les justices de paix ne connaissent pas la même tendance : la technicité de la fonction et son caractère censitaire en 1790 restreignent fortement la compétition entre différentes catégories sociales. Par ailleurs, une nouvelle génération d'édiles émerge des décombres de l'ordre ancien et s'impose aux dépens des cadres d'Ancien Régime qui deviennent minoritaires dès 1791. La mobilité municipale ou judiciaire est particulièrement intense, en particulier pour les fonctions stratégiques (maires, procureurs généraux syndics, juges de paix), mais les édiles restent puisés au sein du même vivier d'administrateurs expérimentés forgé par la refonte des institutions municipales. En parallèle, la dégradation précoce de la conjoncture politique, inhérente à la menace contre-révolutionnaire sur les marges de la vallée du Rhône (camps de Jalès), à la guerre civile comtadine et au schisme religieux génère un climat anxieux, marqué par une très forte bipolarisation de la vie politique, contribuant à radicaliser les populations. Dès lors, les scrutins de 1791-1792 livrent d'intéressants enseignements. Une fracture régionale se fait jour en 1791, amplifiée par les élections de 1792. Après une brusque poussée de fièvre patriotique en 1791, la vallée du Rhône septentrionale expérimente une voie politique modérée à partir de 1792, favorisée par l'existence d'arènes politiques apaisées (liquidation rapide du contentieux seigneurial, clergé jureur) et l'annexion de la Savoie qui, en éloignant le péril émigré, apaise les esprits. En revanche, au sein du couloir rhodanien méridional se dessine, dès 1791, un espace politique inhomogène, procédant à la fois, d'héritages historiques et des divisions des débuts de la Révolution. D'Arles à Montélimar, la vallée du Rhône est parcourue par de multiples lignes de fracture, faisant cohabiter des espaces et des comportements antagonistes (espaces conservateurs, comme le Comtat rhodanien font face à des citadelles jacobines, comme Orange ou Bourg-Saint-Andéol). Ce climat tendu est appesanti par l'entrée en guerre qui radicalise un peu plus les options politiques. Les bastions conservateurs qui se sont constitués au cours de l'année 1791 sont reconquis par la force (Arles, Avignon) et les élections de l'automne 1792 voient le

triomphe des patriotes « exclusifs » dans les lieux où les antagonismes sont les plus prononcés.

Le quatrième chapitre montre comment, après la crise « fédéraliste », le couloir rhodanien est soumis à une très inégale répression. En toute logique, purges des pouvoirs locaux et repréailles sont plus importantes dans le midi rhodanien, où l'insurrection, s'articulant comme le prolongement de conflits politiques anciens, est instrumentalisée par des « factions » marginalisées qui saisissent une occasion de revanche. La reprise en main de la région par la Convention se traduit par une plus grande immixtion du gouvernement dans les pouvoirs locaux. La suspension des élections entre 1793 et le recours à de multiples purges politiques (automne 1793, printemps 1794, automne 1794, printemps 1795) dérèglent les mécanismes qui départagent les individus dans l'accès au pouvoir. L'instauration de gouvernements d'exception entre 1793 et 1795 amplifie les dynamiques sociales amorcées au cours de la période précédente. Si la composition des municipalités rurales tend à se figer face à l'étroussure du vivier d'administrateurs, les épurations des années 1794-1795 amplifient la recomposition socioprofessionnelle des administrations urbaines. L'enquête nuance l'idée d'une démocratisation systématique des détenteurs de fonctions politiques locales en 1794, dont l'importance varie selon la fonction occupée (plus forte pour les comités de surveillance que pour les juges de paix ou certaines municipalités). En revanche, 1795 marque un véritable tournant, caractérisé par le retour d'individus fortunés, plus âgés et tranchant nettement par leur positionnement idéologique conservateur. Par ailleurs, la suspension des élections et les nombreuses purges accentuent, en toute logique, la mobilité politique. Toutefois, si du sang neuf entre continuellement dans toutes les instances locales, les épurations favorisent, en réalité, les nouvelles élites politiques, forgées par la Révolution, qui triomphent à la veille du Directoire. Malgré un cadre administratif très mouvant, les comportements politiques s'enracinent. Au plus fort de la crise de 1793, les acteurs du nord de la vallée du Rhône conservent la ligne de conduite modérée empruntée depuis 1792. Dès lors, une sortie de la « Terreur » par la voie modérée, autorisant un retour rapide à une vie politique normalisée, est possible et acceptée par les « partis » en présence. En revanche, dans le sud du couloir rhodanien, les deux années de gouvernement d'exception exacerbent les rivalités locales. Le lourd bilan de la « Terreur » judiciaire amplifie les désirs de revanche qui se concrétisent en 1795 par une « Réaction » particulièrement sanglante. La survivance de bastions conservateurs, dans lesquels les cadres déchus de l'an II sont persécutés, ou de noyaux jacobins très actifs, refusant ostensiblement l'orientation thermidorienne, entravent



toute sortie de la « Terreur » par la voie du compromis, rendant impossible toute normalisation de la vie politique locale.

L'enjeu du chapitre suivant est d'observer la recomposition des pouvoirs locaux sous le Directoire. La période directoriale bouleverse continuellement les rapports de force dans les hôtels de ville rhodaniens. La restauration du suffrage censitaire est fatale aux artisans, moins bien représentés dans les municipalités urbaines qu'avant la Révolution française. Le Premier Directoire amorce une sorte de retour à la situation d'avant 1789, amplifiant la dynamique amorcée lors du printemps 1795, voyant notamment le retour en force d'édiles âgés et fortunés, se recrutant dans une écrasante majorité parmi les juristes ou le monde du négoce. En revanche, les administrateurs locaux des années 1797-1799 se rapprochent davantage du profil de leurs homologues de l'an II, quand ils ne sont pas eux-mêmes recyclés par le gouvernement. En parallèle, le retour de la pratique électorale, les nombreuses destitutions opérées par le pouvoir central et l'instabilité politique accentuent la mobilité pour les fonctions locales mais ne débouchent pas sur un renouvellement important des pouvoirs locaux, notamment parce que la bipolarisation de la vie politique locale est telle que les édiles se recrutent au sein des différents « partis » qui animent le paysage politique depuis le début de la Révolution. Par conséquent, le Directoire accélère le processus d'auto-reproduction des administrateurs locaux, sélectionnés selon des critères idéologiques et partisans. L'étude des scrutins atteste l'enracinement des comportements politiques. Dans la vallée du Rhône septentrionale, les élections confirment, en dépit de l'instabilité du Directoire, l'assise d'édiles modérés, toutefois peu à peu concurrencés par des acteurs plus radicaux lors des scrutins de l'an VI ou de l'an VII. Dans le sud du couloir rhodanien, ébranlé par de nouvelles tentatives contre-révolutionnaires entre 1795-1797, la politique de bascule des Directeurs avive la concurrence entre les acteurs et enraine, dans le temps et dans l'espace, les antagonismes politiques. Dès lors, violences et affrontements, omniprésents sous le Directoire, conditionnant l'existence de groupes rivaux qui cherchent par tous les moyens à prendre l'ascendant sur l'autre ou à assouvir leur désir de revanche, rendent, dans de nombreuses communes, toute voie politique médiane vouée à l'échec. Si les conservateurs sont écartés après fructidor, le « front républicain » se fissure et les patriotes « exclusifs » l'emportent presque partout à la veille de brumaire.

Cette première partie s'achève sur un regard porté sur la sortie du couloir rhodanien du processus révolutionnaire. Ce chapitre analyse en premier lieu la refonte des pouvoirs locaux sous les régimes censitaires



du premier XIX<sup>e</sup> siècle. L'intérêt de conduire cette enquête jusque vers les années 1820 est de montrer à quel point la Révolution française constitue une rupture dans le recrutement du personnel politique local. En effet, à partir de 1800, les nouveaux critères de notabilité favorisent des élites locales socialement proches de celles d'avant 1789 (marginalisation des artisans, réaffirmation de la bourgeoisie de talent dans les villes, édiles âgés et fortunés), sans toutefois les imiter à l'identique. La politique de réaristocratisation des pouvoirs locaux offre la direction des municipalités à des nobles qui, après avoir amorcé un retour timide au début du Consulat, s'imposent à la tête des municipalités à partir de 1808 et supplantent marchands et juristes à la veille de la déchéance de Napoléon. En fusionnant dans les hôtels de ville, les survivants de l'Ancien Régime et les héritiers de la Révolution au sein d'une nouvelle équipe, intégrant de nombreux « hommes nouveaux », Napoléon redéfinit le personnel politique local en réalisant la synthèse des élites. Toutefois, le caractère censitaire du régime et l'allongement de la durée des mandatures municipales favorisent le vieillissement et l'enracinement des édiles. Les Cent-Jours bouleversent les échiquiers politiques locaux, en balayant les équipes municipales trop favorables aux Bourbons. L'impact de cette « révolution des mairies » reste cependant limité par le recours massif au même vivier édilitaire. En recyclant le personnel municipal impérial, Louis XVIII amplifie ce processus de fermeture. Au début des années 1820, les hôtels de ville rhodaniens semblent encore plus hermétiques qu'avant 1789. Enfin, l'autre intérêt du chapitre est de montrer comment Napoléon régule la vie politique locale. Pour liquider l'héritage conflictuel légué par la Révolution, le pouvoir impérial expérimente une sorte de syncrétisme, fusionnant les modérés de tous horizons. Si cette politique rencontre un franc succès, l'évolution de la conjoncture internationale au tournant des années 1810 pousse Napoléon à se rapprocher des royalistes qu'il tente de rallier à sa cause, sans succès. Par ailleurs, les événements de 1815 favorisent la résurgence des lignes de fracture politiques esquissées par la Révolution. Dans le nord de la vallée du Rhône, l'interrègne conduit au pouvoir des hommes de différentes tendances politiques qui partagent néanmoins une même ligne de conduite modérée, facilitant par la suite une sortie de crise en douceur et expliquant *in fine* l'absence de « Terreur blanche » et d'épurations sévères dans les années suivantes. Entre Arles et Montélimar, les Cent-Jours réveillent les antagonismes que l'Empire avait désamorçés en favorisant le retour en force des vétérans de l'an II, sur fond de guerre civile. La reprise en main de la région par les Bourbon s'accompagne de purges sévères, succédant à de violents règlements de compte, qui



conduisent à la tête des pouvoirs locaux les plus ardents partisans de la cause royale, contribuant ainsi à forger l'illusion trompeuse d'un Midi uniformément royaliste, au moins jusqu'à la révolution de 1830.

La seconde partie de cette thèse vise à mettre en évidence les mutations des pratiques politiques au prisme de la conflictualité locale. Passée au crible de la micro-analyse politique, à l'échelle la plus proche du vécu, l'étude de la conflictualité permet d'envisager, en s'appuyant sur quelques études de cas significatives, les pratiques politiques de la décennie révolutionnaire sous un nouvel angle en appréhendant les variations de la culture politique locale dans la longue durée.

Le chapitre 7 s'intéresse aux mutations de la conflictualité électorale. Dans le couloir rhodanien, et plus généralement dans le midi de la France, les élections constituent un temps fort de la vie politique locale, générant une conflictualité protéiforme (fraudes, querelles de procédure, boycotts) sans toutefois excéder un certain seuil de tolérance, fixé aux violences, notamment physiques, prosrites des jeux politiques locaux. Si les violences n'ont plus droit de cité, c'est, en partie, parce que, contrairement aux siècles précédents, les clientèles populaires n'interviennent plus dans des conflits électoraux réservés à l'élite politique et économique du lieu. La Révolution bouleverse les règles du jeu pour le contrôle du pouvoir local tandis que les mutations institutionnelles obligent les acteurs à réadapter en permanence leur stratégie dans un cadre administratif et politique mouvant. En effet, la transformation de la procédure électorale et l'élargissement du nombre de votants amplifient la conflictualité électorale et offrent une nouvelle caisse de résonance aux conflits politiques anciens. Par ailleurs, la Révolution offre une nouvelle dimension aux scrutins. À partir de 1791, la lutte des places est amplifiée par l'introduction d'un nouveau critère idéologique, marquée par l'entrée des clubs dans les jeux politiques locaux et l'appropriation d'une nouvelle terminologie révolutionnaire. Ce bouleversement façonne des conflits d'un nouveau genre, sur des positionnements idéologiques définis hors du cadre communautaire, qui concourent à modifier les lignes de clivages. L'accroissement du nombre d'acteurs et leur radicalisation favorisent le retour des violences en temps d'élection. Leur résurgence reflète l'émergence d'une culture politique nouvelle que les populations s'approprient, en adaptant des pratiques et des stratégies d'Ancien Régime aux nouvelles modalités offertes par la Révolution.

L'approche électorale ne pouvant à elle seule saisir toute la complexité des luttes politiques, le chapitre suivant se propose de faire un pas de côté et d'observer, à l'aune des conflits qui opposent les différents pouvoirs locaux, les voies détournées de la conflictualité politique. Sous

l'Ancien Régime, ces conflits se traduisent par de multiples conflits de préséance. Ces démêlés ayant trait à la préséance, longtemps considérés comme les avatars de rivalités microcholines, sont avant tout des querelles entre élites. La majeure partie des habitants reste cantonnée dans un rôle purement figuratif, mais indispensable pour que la symbolique du conflit soit totale. Loin d'être futiles, les querelles de préséance constituent en réalité des captures de conflits politiques informels et sont consubstantielles à la culture politique d'Ancien Régime, dont elles représentent l'un de ses aspects les plus saillants. Révélant au grand jour les rivalités souterraines qui opposent les individus d'un même groupe social ou de différentes parentèles dans leur quête de notabilité, elles livrent également une autre vision de la conflictualité antiseigneuriale. La fragmentation du pouvoir local en plusieurs instances concurrentes au début de la décennie révolutionnaire offre aux conflits entre pouvoirs locaux un nouveau souffle. En forgeant de nouvelles institutions administratives, militaires ou associatives, la Révolution génère autant de situations inédites de mise en concurrence des acteurs qui amplifient, dès lors, des antagonismes anciens - saupoudrant des conflits sociaux ou des rivalités de parentés d'un vernis de politique -, ou en créent de nouveaux. En adaptant des pratiques anciennes et en ajustant leur stratégie aux nouvelles règles du jeu imposées par la Révolution, les individus s'approprient les codes d'une nouvelle culture politique locale.

Pour approfondir la question du recyclage de la conflictualité locale et les mutations du paysage politique en situation révolutionnaire, l'avant-dernier chapitre se propose de porter un regard sur d'autres conflits anciens, intrinsèquement liés aux structures d'Ancien Régime, comme la question des relations avec le seigneur, le rapport au sacré et les réquisitions militaires. Durant les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, ces conflits restent circonscrits à un lieu, ne mobilisent généralement qu'une minorité d'habitants et se signalent par leur faible intensité (petite criminalité rurale contre les empiétements du seigneur, désertion pour échapper au tirage de la milice, etc.). La Révolution réactive et amplifie des clivages et des pratiques d'opposition d'Ancien Régime (refus du curé étranger, défense des pratiques culturelles, refus du service militaire, combat contre le seigneur, passage des militaires) tout en en créant de nouveaux (question du serment des clercs, déchristianisation, brigandage politique, etc.) et mobilise plus de lieux et davantage d'acteurs que par le passé. Cette mutation atteste l'acclimatation des habitants à la nouvelle culture politique révolutionnaire, reposant tant sur l'apprentissage de nouveaux codes que sur la réadaptation de pratiques anciennes.



Pour compléter cette analyse de la construction d'une nouvelle culture politique révolutionnaire, la thèse s'achève sur une réflexion sur l'évolution des violences politiques. Si celles-ci sont consubstantielles à la culture politique d'Ancien Régime, permettant notamment aux exclus de se faire entendre par des voies buissonnières, elles se cantonnent généralement à des déprédations, du tumulte nocturne et une petite criminalité rurale. Les violences physiques sont bannies du champ politique. L'intensification et les mutations des violences révolutionnaires et postrévolutionnaires constituent un bon indicateur de la formation d'une nouvelle culture politique, adaptant le répertoire contestataire du XVIII<sup>e</sup> siècle aux nouveaux contextes institutionnels tout en recyclant des pratiques plus anciennes (résurgence des violences physiques, réinscrites au cœur des stratégies politiques comme aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, ou l'iconoclasme symbolique). Ces mutations sont particulièrement visibles à travers l'apparition de nouvelles insultes, de chants et de cris séditeux rénovés, révélateurs de l'assimilation par les populations de la nouvelle terminologie politique, ou la résurgence de la violence physique dans le champ du politique. L'élargissement de la sphère politique favorise l'apparition de groupes antagonistes luttant, dans un contexte marqué par la radicalisation des esprits et par une intense soif de revanche qui anime les individus tout au long de la période, pour le maintien de leur identité politique, sinon pour leur survie. Cette cogestion conflictuelle de l'espace public révolutionnaire, bouleversant l'équilibre de la commune, se traduit par des démonstrations de force allant de la simple rixe, visant notamment à réaffirmer publiquement l'existence du groupe, aux règlements de compte politisés, mais également, dans les cas les plus extrêmes, aux massacres et aux exécutions de prisonniers politiques, dont la mise à mort symbolique concourrait à la restauration de l'équilibre perturbé par la Révolution. À l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle, à un moment où la sphère politique s'est considérablement rétractée, les violences traduisent incontestablement la survivance d'une culture politique ancienne, amendée par la décennie révolutionnaire et marquée par une forte libération de la parole, à laquelle les acteurs restent particulièrement attachés et qu'il paraît difficile de museler complètement.

Dans une arène révolutionnaire en pleine mutation, les acteurs réinvestissent leur culture politique dans de nouvelles situations qui contribuent à la modifier, témoignant de leur capacité d'adaptation aux changements et de leur appropriation de nouveaux moyens d'expression. Dès lors, perçue à travers le prisme de l'adaptation des individus, la Révolution perd un peu son caractère extraordinaire : des pratiques politiques finalement très ordinaires, constitués d'héritages plus ou moins anciens, resurgissent dans un

contexte qui l'est moins. C'est justement tout ce qui fait la singularité de la période. Reste qu'en agrégeant des comportements politiques anciens à un répertoire d'actions revisité et à une nouvelle terminologie révolutionnaire, une nouvelle culture politique émerge au cours de la période, transformant profondément le rapport au politique. Le bouleversement sans précédent qu'a été la Révolution génère des épisodes conflictuels contrastés dans le temps et dans l'espace, procédant de caractéristiques locales - trajectoire politique du lieu avant et pendant la Révolution française, données socio-économiques -, d'héritages culturels évolutifs, et de l'acclimation aux nouveaux contextes institutionnels. Cette géographie politique très contrastée atteste l'existence d'une acculturation divergente. Plus qu'une simple dichotomie opposant des espaces modérés et conformistes, qui incarneraient une sorte de « modernité politique », à d'autres lieux gangrenés par les divisions et les violences, caricatures de l'« archaïsme politique », ces clivages traduisent la multiplicité des vécus révolutionnaires et l'inégale réaction face aux nouvelles règles du jeu imposées par le pouvoir central. L'absence de consensus ne reflète pas tant un retard dans le comportement des populations que l'existence d'une vie politique intense, symbole d'une certaine vitalité démocratique. En favorisant l'émergence de camps antagonistes, auxquels se rattachent et s'identifient un plus grand nombre d'habitants que par le passé, la Révolution pose les jalons d'une nouvelle culture politique démocratique. Dans le couloir rhodanien, comme dans le reste du pays, la Révolution française brouille les cartes autant qu'elle les redistribue.

Nicolas SOULAS  
Centre Norbert Elias, équipe HeMOC  
Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse

